



Proteste

Revue trimestrielle d'information et de réflexion de la Fédération de l'Entraide Protestante

Décembre 2019



DOSSIER

QUELLES SOLUTIONS POUR LA PLANÈTE ?

S'INFORMER

Act By Art ouvre les portes des entreprises aux artistes en exil.
Page 7

GRAINE DE SEL

Le repos sabbatique.
Page 9

FÉDÉRATION

Église et handicap mental,
un livre publié par la FEP.
Page 25

PORTRAIT

Danielle Le Pen,
l'entraide dans les gènes.
Page 28

ACTUALITÉS P. 3

En bref

FEP : orientations politiques 2019-2021.

Isabelle Richard

Adhérents

SOLHA Provence propose une nouvelle solution solidaire pour les mineurs non accompagnés.

Mélanie Castagno

Enfin des colis alimentaires pour les retraités pauvres.

Armée du Salut

S'INFORMER P. 7

Act By Art ouvre les portes des entreprises aux artistes en exil.

Diane Reyaud

France Bénévolat ou l'ambition de développer l'engagement pour tous !

Lydie Coulon

GRAINE DE SEL P. 9

Le repos sabbatique.

Brice Deymié

DOSSIER : QUELLES SOLUTIONS POUR LA PLANÈTE ? P. 10

Introduction.

Brice Deymié

Mobilités : et si on changeait d'angle de vue pour regarder le problème ?

Ludovic Bu

Le télétravail, un outil pertinent mais peu utilisé.

Fabienne Delaunoy

Les transports publics en première ligne pour l'environnement.

Laurence Battle

Se diriger vers le zéro déchet implique de moins consommer.

Fabienne Delaunoy

Faire rimer concrètement écologie et solidarité.

Stéphane Lavignotte

L'Entraide de l'Église Protestante Unie de l'Annonciation de Paris.

Sophie Monod

Des propositions pour la jeunesse et les milieux populaires.

Stéphane Lavignotte

Témoignage du chargé de mission pour la justice climatique de l'UEPAL.

Jean-Sébastien Ingrand

Abej et Ressourcerie.

Pascale Suhr

VIE DE LA FÉDÉRATION P. 21

L'invisibilité sociale.

P. 23

Agenda.

P. 24

Église et handicap, un livre publié par la FEP.

P. 25

CULTURE P. 27

PORTRAIT P. 28

Danielle Le Pen, l'entraide dans les gènes.

éditorial

Jean Fontanieu,
secrétaire général de la FEP



Comment nous réveiller ?

Il n'est de pires sourds que ceux qui ne veulent rien entendre... Les preuves du dérèglement climatique, comme celles de l'épuisement des ressources naturelles sont là devant nous, muettes comme les évidences qui n'ont pas besoin de hérauts pour les annoncer...

Pourtant tous les feux sont au rouge, toutes les sirènes sonnent, sans que nous voulions les prendre en compte et changer nos comportements.

Au même titre que les urgences sociales et les injustices qui gangrènent nos sociétés, le dérèglement climatique menace précisément notre mode de vie, quand ce n'est pas notre possibilité à vivre encore sur notre planète bleue. Il s'agit de deux fléaux qui ne sont pas de même nature, mais qui se déroulent sous nos yeux, alors que nous détournons le regard pour ne pas les affronter. Ils nous impliquent trop peut-être, ils sont trop vrais et trop crus pour que nous acceptions de leur donner raison... Nous nous accommodons facilement de demi-vérités, quand les vérités entières bousculent un peu trop notre confort douillet, tant matériel qu'intellectuel...

Nous pouvons cependant faire un pas vers la résolution, par chacun, de la crise environnementale, ne serait-ce que pour préserver l'avenir de nos enfants, ceux dont nous prétendons faire passer l'intérêt avant toute chose ! Cette responsabilité nous incombe, et nous devons faire le lien entre responsabilité générationnelle, responsabilité sociale (la pauvreté et l'exclusion), et responsabilité environnementale.



Cette responsabilité nous incombe, et nous devons faire le lien entre responsabilité générationnelle, responsabilité sociale (la pauvreté et l'exclusion), et responsabilité environnementale.



Nous qui proclamons le refus de la fatalité, il est temps d'ajouter à ce combat l'objet de notre bien à tous, cette planète qui nous donne tant et que nous soignons si peu...

À vos programmes de préservation de la création !

Revue trimestrielle d'information et de réflexion de la Fédération de l'Entraide Protestante - www.fep.asso.fr - 47, rue de Clichy 75009 Paris - Tél. 01 48 74 50 11 - Fax 01 48 74 04 52 - ISSN : 1637-5971. Directrice de la publication : Isabelle Richard. Directeur de la rédaction : Jean Fontanieu. Rédactrice en chef : Romina Sanfourche - Membres du comité de rédaction : Fabienne Delaunoy, Florence Daussant-Perrard, Nadine Davous, Chantal Deschamps, Pierre-Louis Duméril, Brice Deymié, Taieb Ferradji, Henry Masson, Jean-Paul Le Bourg, Didier Sicard. Relecture : Florence Collin. Illustrations : Margot Merandon. Photos : Istock - Maquette : Studio Marnat - www.marnat.fr - Imprimeur : Marnat - Prix au numéro : 9,50 €.

actualités

Orientations politiques 2019-2020

Comme suite aux travaux menés par l'Assemblée générale d'avril 2019, *Proteste* se fait le messager des réflexions stratégiques de son conseil d'administration.

Le constat partagé est celui d'une époque complexe marquée par la perte des repères et l'inquiétude : menace climatique, fragilité de l'économie, inégalités sociales, dérives politiques... dans un monde qui, pourtant, a soif de sens et d'engagement. Dans cet esprit, le conseil d'administration de la FEP, largement renouvelé au printemps 2019, s'est fixé trois axes stratégiques qui guideront son action d'ici à 2021 : réaffirmer son ancrage éthique et spirituel protestant ; développer une parole qui circule et qui porte ; offrir un appui opérationnel renforcé pour ses membres. Voici ces engagements, portés par Isabelle Richard, présidente :

Un ancrage éthique et spirituel protestant :

Notre identité protestante est ce qui nous rassemble et qui nous distingue des autres mouvements fédératifs engagés dans l'action sociale : qu'elle soit centenaire ou toute récente, l'histoire de chaque membre de la FEP trouve son origine dans l'appel du Christ à accueillir les plus petits et les plus fragiles. Cet appel nous met en marche, nous nourrit et nous porte, il oriente notre action et nous conduit à vivre dans un lien privilégié avec l'Église.

Une parole qui circule et qui porte :

La communication est au cœur de la vocation de la FEP. Elle s'incarne de diverses manières : dans les échanges entre la Fédération et ses membres, dans chaque région, en s'appuyant sur le travail des comités régionaux, à travers la réflexion des groupes de travail thématiques, ou vers l'extérieur par le biais du plaidoyer et des liens avec nos partenaires.



Un appui opérationnel renforcé :

La FEP a pour mission d'être à l'écoute de ses membres et de répondre à leurs besoins. Elle est présente sur le terrain grâce aux secrétaires régionales qui animent la vie fédérative. Elle propose des outils (formations, soutiens ponctuels, groupes de travail, événements...), partage les projets innovants, nourrit la réflexion et offre aux adhérents la visibilité d'un réseau reconnu.

Pour mettre en œuvre ces trois objectifs, une nouvelle organisation s'installe : quatre « cellules fonctionnelles », composées d'administrateurs et/ou d'experts, ont pour fonctions de soutenir le travail de l'équipe fédérale et de proposer un plan d'action au conseil d'administration. Elles ont commencé à travailler cet été et se déploient dans les domaines des ressources et relations humaines (RRH), de la communication (COM), des ressources financières (FIN) et de l'ancrage spirituel et éthique (SPI).

En parallèle ont été nommés, parmi les administrateurs, des référents pour les principaux domaines d'action de la Fédération : accueil de l'étranger, handicap, personnes âgées, enfance protégée et grande précarité. Le rôle de ces référents est double : d'une part, guider les prises de position politiques

et le plaidoyer sur chaque thématique, et, d'autre part, animer un groupe de travail au sein du réseau sur ces questions de société. Chaque groupe a pour mission d'encourager les échanges, d'étudier les problématiques d'actualité et de produire des synthèses qui nourriront la réflexion et les positions du conseil d'administration.

Enfin, pour approfondir sa connaissance des territoires et des domaines d'action de ses membres, le conseil d'administration a décidé de consacrer une partie de chacune de ses réunions à la présentation d'une région et d'une thématique particulière. Pour cela, en premier lieu, les secrétaires régionales seront invitées à tour de rôle à assister au Conseil pour donner un éclairage sur leur région, et en second lieu, l'une des cinq thématiques sera à l'ordre du jour avec une présentation des enjeux d'actualité par l'administrateur référent.

Comme nous avons besoin de deux poumons pour respirer, la vie spirituelle, d'une part, et le service du prochain, d'autre part, sont les deux piliers d'un engagement chrétien solide et responsable, et nous nous attacherons à les porter l'un et l'autre. ■

Isabelle Richard,
présidente de la FEP

actualités des adhérents

SOLIHA Provence propose une nouvelle solution solidaire pour les mineurs non accompagnés

Avec le soutien du département des Bouches-du-Rhône, l'association SOLIHA Provence ouvre un nouveau service dédié à l'accompagnement des familles bénévoles accueillant des mineurs non accompagnés.

Ouvrir la possibilité d'un accueil en famille bénévole, la famille étant accompagnée par une association professionnelle de l'Aide sociale à l'enfance : voilà le défi relevé par le diocèse de Marseille et le pôle marseillais de la Fédération protestante de France pour participer aux réponses à la situation dramatique de nombreux mineurs à la rue dans notre ville. Le département 13, convaincu, crée un nouveau statut : accueillant bénévole accompagné éducativement. SOLIHA Provence est une des premières associations retenues pour mettre en œuvre cette nouvelle solution solidaire.

“

SOLIHA Provence est une association qui fonde son action sur un engagement à apporter des réponses aux besoins en logement et en accompagnement pour tous.

”

« SOLIHA Provence est une association qui fonde son action sur un engagement à apporter des réponses aux besoins en logement et en accompagnement pour tous », explique Gilles Aspinas, directeur d'établissement Service Mineur Non Accompagné. « Nous ouvrons un dispositif pour les MNA constitué de trois services : un lieu collectif, des appartements de semi-autonomie et des foyers familiaux accueillant ces jeunes mineurs. Au-delà de cette mise

à l'abri, il s'agit donc de mettre en actes leur droit, en tant que mineurs, à la protection, à l'éducation et à la préparation de leur avenir. Nous avons souhaité soutenir et accompagner les familles bénévoles pour plusieurs raisons. En effet, la vie en famille est un vecteur d'intégration essentiel, et après un parcours migratoire traumatisant,

rencontrer la solidarité aide à avancer. Nous, citoyens, sommes tous concernés, et que des familles participent à leur accueil, dans le cadre de la protection de l'enfance, nous semble un acte essentiel et fondateur. » ■

Mélanie Castagno,
directrice ADP-Marhaban

Plus d'infos :
<http://provence.soliha.fr>

Standard d'accueil :
numéro vert Soliha Provence
0800 450 462

Chiffres clés*

Près de 26 000 000 € de travaux générés pour les entreprises locales.

1 328 logements améliorés/adaptés.

Gestion d'un parc locatif social composé de 1 444 logements.

Accompagnement social de 5 170 ménages.

Nouvelles solutions de relogement pour 569 ménages.

* Chiffres liés à l'activité de l'année 2018

Nos objectifs

- Améliorer les conditions d'habitat des personnes défavorisées et aux revenus modestes.
- Favoriser l'accès et le maintien des personnes dans les logements.
- Produire et gérer une offre de logements à loyer maîtrisé.
- Redynamiser les quartiers et centres anciens dégradés.

Nos valeurs

- L'habitant placé au cœur de son projet.
- L'ancrage territorial de SOLIHA Provence et sa dimension partenariale.
- Le respect de la dignité humaine.
- Le droit de disposer d'un logement décent pour tous.
- La solidarité comme principe d'action.



Enfin des colis alimentaires pour les retraités pauvres



En livrant des colis alimentaires aux gens isolés et précarisés d'une résidence pour personnes âgées, les bénéficiaires et salariés d'un centre d'hébergement de l'Armée du Salut, à Paris, offrent bien plus qu'une aide alimentaire. Ils apportent de la chaleur humaine. Reportage.

Dans les quatre paniers livrés ce jour-là, on trouve notamment des fruits et légumes frais, des jus, des conserves. Composés par deux résidents bénévoles et un salarié de la résidence Catherine-Booth, un centre d'hébergement parisien de l'Armée du Salut, ils sont offerts à des personnes isolées, avec de faibles ressources. « Ces produits nous sont donnés par les supermarchés du quartier et nous les collectons chaque mardi matin », explique Christine Perrine, directrice du centre. Ces produits sont ensuite livrés aux personnes isolées vivant dans des situations financières parfois difficiles.

À 65 ans, Rachida¹ bénéficie de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et reçoit une fois par semaine un

colis alimentaire. Avant d'arriver dans cet établissement géré par le centre d'action sociale de la ville de Paris (CASVP), à deux pas de la résidence Catherine-Booth, Rachida n'avait pas de logement stable, elle vivait chez des amies. « Aujourd'hui, je vis avec une petite pension, les colis alimentaires de l'Armée du Salut m'aident donc beaucoup », reconnaît-elle.

Ils sont quatre autres résidents, exclusivement des femmes, comme elle, à bénéficier d'un colis alimentaire chaque semaine. « La CASVP a évalué la situation financière d'un groupe de résidents, afin d'identifier les personnes isolées et avec de faibles ressources », rappelle Christine Perrine. À travers cette distribution de colis, l'Armée du Salut offre bien plus qu'une aide alimentaire. « Nos visites permettent de créer des liens sociaux au sein de la résidence et aident ces personnes à sortir de l'isolement », constate Philippe, salarié de l'établissement. Au total, 78 personnes vivent dans la résidence.

“

Les colis alimentaires de l'Armée du Salut m'aident beaucoup.

”

Ces services de proximité territoriale reflètent la situation des 2 millions de personnes, à l'échelle nationale, qui ont bénéficié d'une aide alimentaire en 2018². Dans une étude menée par l'institut CSA pour la Banque alimentaire, afin de tracer les contours du profil des bénéficiaires de l'aide, il est clairement indiqué que « les femmes restent très majoritaires parmi les bénéficiaires (69 %) [...], qu'elles vivent isolées (32 %) ou à la tête de familles monoparentales³ (33 %) ».

Ce recours aux aides alimentaires s'explique notamment par le poids des dépenses liées au logement qui affecte de plus en plus le budget alimentation, au point que manger devient une variable d'ajustement dans le budget des ménages.

Depuis plusieurs années, l'aide alimentaire n'est plus réservée aux personnes relevant des minimas sociaux : salariés, retraités, familles monoparentales sont les nouveaux visages que l'on peut apercevoir dans les centres de distribution. Pour eux, les colis ou les achats en épicerie sociale permettent de consacrer leurs ressources à d'autres postes aussi essentiels, comme la santé.

En 2018, plus de 4,4 millions de repas ont été distribués par l'Armée du Salut en France, dans ses établissements, ainsi que par l'aide alimentaire d'urgence⁴. ■

Article repris du site de l'Armée du Salut www.armeedusalut.fr

² Rapport d'activité de la Banque alimentaire, 2018.

³ « Le profil des bénéficiaires de l'aide alimentaire aux Banques alimentaires ».

⁴ Rapport d'activité 2018 de la Fondation de l'Armée du Salut.

¹ Le prénom a été modifié.



Label Église verte, un outil au service de la conversion écologique des communautés

Le label Église verte est né à la suite de la mobilisation œcuménique qui a précédé la COP21 de 2015 : jeûne pour le climat, accueil de pèlerins climatiques du monde entier, préparation de célébrations et de demandes à l'ONU... Deux ans de travail avec une vingtaine d'organisations ont permis de mieux nous connaître... et d'avoir envie de continuer. Pour beaucoup, la publication de l'encyclique *Laudato Si'*, inspirée de François d'Assise et adressée bien au-delà des catholiques, a renforcé cette motivation.

C'est ainsi que la décision de proposer un outil pour les communautés locales (qui « couvait » déjà dans les réseaux Bible et création et Chrétiens unis pour la terre) a été prise. Nous avons éprouvé une grande joie lorsque cet outil a été accueilli favorablement dans les instances officielles : Fédération protestante, Conférence épiscopale, Assemblée des évêques orthodoxes, Conseil d'Églises chrétiennes...

Plusieurs associations comme A Rocha, le CCFD-Terre solidaire, le Secours catholique et la Ceras se sont investies dans le

“

L'intention première était de permettre aux communautés d'affronter les questions écologiques avec une méthodologie simple d'utilisation, accueillante, construite et pérenne ...

”

processus avec leurs compétences et leur énergie, tout comme le cabinet conversionecologique.fr. Après deux ans de préparation, fin 2017, le label Église verte a été lancé au Temple de la rue Madame, à Paris, avec la participation de toutes les institutions mais aussi de théologiens de chaque confession et de témoins d'expériences similaires dans d'autres pays européens (les vidéos sont sur Egliseverte.org). En effet, l'élaboration d'Église verte

s'est appuyée sur les meilleures trouvailles des démarches existantes en

Suisse, Allemagne, Italie, au Royaume-Uni, au Québec...

Nous avons tout d'abord l'intention de permettre aux communautés d'affronter les questions écologiques avec une méthodologie simple d'utilisation, accueillante, construite et pérenne. La ressource centrale ? Le site Egliseverte.org, qui comporte des indications très concrètes sur « comment démarrer », un écodiagnostic en ligne, une carte des communautés engagées, une douzaine de fiches sur des sujets précis. Nous conseillons donc de commencer la démarche par la constitution d'un petit groupe motivé, reconnu, disposant d'un accès à des outils de communication, et ayant fait ses preuves par une première action, même simple (stand, conférence...). La seconde étape consiste en un état des lieux suivant les questions de l'éco-diagnostic en ligne sur cinq domaines (bâtiment, terrain, engagement local, prière, modes de vie). Il s'agit de répondre à des interrogations très pratiques comme : « Avec quel combustible nous chauffons-nous ? D'où vient notre alimentation ? Accueillons-nous dignement les modes de déplacement doux... » à travers 80 questions. Cela permet de déterminer notre point de départ, qui sera matérialisé par une plante biblique (graine de sénevé, lis des champs, cep de vigne, figuier, cèdre du Liban), puis d'évoluer d'année en année dans ce jardin de possibilités. Le site propose ensuite une dizaine de fiches pratiques (constamment enrichies) sur divers sujets : chauffage, éclairage, rassemblements éco-responsables, déplacements, biodiversité, compost, célébrations, saison de la création...

Après deux ans d'existence, le label Église verte est déjà utilisé par 340 communautés (le triple des attentes !), en majorité des paroisses, mais aussi des écoles, centres d'accueil, habitat partagé... Deux personnes accueillent par mail et téléphone les communautés intéressées et une dizaine sont aussi disponibles aussi pour des présentations ou des rencontres physiques. À vous de jouer ! ■

Laura Morosini,
co-fondatrice du Label Église verte

ACT BY ART

ouvre les portes des entreprises aux artistes en exil

Act By Art ambitionne d'aider financièrement les artistes en exil en France grâce à une structure innovante, et de faire évoluer l'opinion de la population à l'égard des réfugiés.

Agir par l'art ! L'idée d'Act By Art est venue à Diane Reyraud en partant du constat qu'il n'existe pas de filière d'intégration spécifique aux artistes réfugiés en France, et que ceux-ci doivent souvent se résoudre à exercer un métier éloigné de leur vocation pour survivre. Leur parcours d'intégration est semé d'embûches, pour accéder à un logement, apprendre le français ou obtenir un visa.

Des associations de soutien aux réfugiés existent et font un travail formidable. Mais les subventions publiques se réduisent d'année en année, alors que l'afflux des réfugiés grandit. Et l'on perçoit aussi une hostilité croissante d'une partie de la population à leur égard.

L'idée fondatrice d'Act By Art est de se tourner vers le secteur privé afin de pallier ce manque de moyens, et de changer la perception des réfugiés. « Notre objectif est de commercialiser des œuvres d'art et des prestations d'artistes réfugiés auprès du secteur privé. Nous connaissons bien ce monde en raison des parcours professionnels des cofondateurs d'Act By Art et des bénévoles qui nous accompagnent, nous permettant ainsi de bénéficier d'un important réseau de prospects à démarcher. », précise Diane Reyraud,

qui a évolué au sein de groupes comme Bouygues Telecom ou SFR.

Act By Art bénéficie aussi de l'expérience de Rachid Laaraj dans l'entrepreneuriat et la finance, et d'Éric Lentulo à des postes marketing et commerciaux dans le secteur des médias.

“

Notre objectif est de commercialiser des œuvres d'art et des prestations d'artistes réfugiés auprès du secteur privé.

”

les réfugiés dans leur intégration.

« Nous partons aussi du constat que la nouvelle génération de salariés accepte de s'investir dans son entreprise si celle-ci est porteuse de valeurs positives, de sens. Cela génère de fortes tensions dans le recrutement et la fidélisation des employés. »

Par ailleurs, la loi PACTE est venue renforcer la prise en considération des enjeux sociaux et environnementaux par les entreprises dans leur stratégie. Le monde des réfugiés et le secteur privé étaient donc destinés à se rencontrer. Act By Art crée un lien vertueux entre ces deux mondes, en

permettant aux artistes réfugiés de vivre de leur art, et aux entreprises de donner du sens à leur stratégie. Et aussi de changer la perception que l'on a des réfugiés grâce à l'art.

« Nous avons déjà vendu des œuvres à trois entreprises, alors que notre catalogue d'œuvres et de prestations est en cours de finalisation ! » se réjouit Diane. Des discussions sont dès à présent engagées avec de grands groupes du CAC 40 enthousiasmés par les propositions originales d'Act By Art, élaborées avec le concours d'une commissaire en art diplômée des Beaux-Arts de Paris.

Act By Art fait partie des projets sélectionnés par l'incubateur de start-up de référence SINGA. « Notre objectif est d'avoir, d'ici à 6 mois, 25 artistes en exil à accompagner, et une vingtaine de grandes entreprises clientes. » Nul doute que l'énergie déployée permettra à Act by Art d'atteindre ces objectifs ! ■

Diane Reyraud,
fondatrice d'Act by Art





France Bénévolat

ou l'ambition de développer l'engagement pour tous !

« Développer l'engagement bénévole associatif pour une citoyenneté active. » Voilà en quels termes France Bénévolat définit sa vocation. La citoyenneté active, c'est la volonté de permettre à chacun de prendre sa place dans la société, avec d'autres.

Reconnue d'utilité publique et agréée comme « association complémentaire de l'enseignement public », France Bénévolat est née de la volonté commune des grands réseaux caritatifs nationaux de promouvoir le rôle et la place du bénévolat dans le pays¹.

Cette vocation se traduit par trois missions. D'abord, promouvoir le bénévolat associatif au service de l'intérêt général. Ensuite, mettre en relation les candidats potentiels au bénévolat et les associations susceptibles de les accueillir. Enfin, accompagner ces dernières pour renforcer la reconnaissance et la valorisation de leurs bénévoles.

¹ Pour générer toutes ces actions, France Bénévolat dispose d'un double réseau : un réseau associatif auquel adhèrent 80 associations nationales et 7 000 associations locales, et un réseau de proximité avec 200 implantations locales, dont 80 centres départementaux, et 1 000 bénévoles particulièrement engagés.

En ce qui concerne la promotion du bénévolat, France Bénévolat anime et coordonne des campagnes et des ateliers de sensibilisation auprès des jeunes en milieu éducatif, des actifs salariés et des futurs ou actuels retraités.

Parallèlement, France Bénévolat aide les candidats à s'orienter dans leur projet personnel de bénévolat, accompagne les associations dans leurs recherches de bénévoles et mobilise *via* la plateforme : www.francebenevolat.org

Quant à la valorisation, elle se traduit par l'offre, aux associations, d'une formation sur les fondamentaux de la gestion des ressources humaines appliquée aux bénévoles. Elle implique également des conseils sur la définition de leur politique et des actions pour que l'expérience acquise soit valorisée et reconnue, en proposant notamment le Passeport bénévole®.

Une réponse à des enjeux sociétaux

Afin de faire vivre concrètement la citoyenneté active, France Bénévolat met en œuvre des programmes interassociatifs et intergénérationnels liés à des thèmes sociétaux majeurs tels que l'éducation citoyenne des jeunes et leur réussite globale, la transition écologique et climatique, les conséquences du vieillissement démographique, la lutte contre l'exclusion sociale, les phénomènes migratoires.

Ces programmes thématiques visent le bénévolat pour, par et avec les publics exclus de la société – ou se sentant tels – les personnes en situation de handicap, celles sous main de justice, les migrants, les jeunes en grande difficulté ou les seniors souffrant de solitude, pour qui le bénévolat peut être une chance. Ces programmes se traduisent par des projets concrets, ancrés dans les territoires, mobilisant tous les acteurs prêts à s'impliquer : les associations bien sûr, mais aussi les collectivités territoriales, les entreprises, les bénévoles eux-mêmes, sur des projets d'intérêt général.

Le *faire ensemble*, associant le plus grand nombre au service des solidarités et du lien social, est au cœur du projet associatif de France Bénévolat ! ■

Lydie Coulon,
responsable communication



Graine de sel

Le repos sabbatique

Dans le texte de la Genèse, on raconte que Dieu crée la terre en six jours et que le septième, Il se repose ; Il bénit ce septième jour et l'institue comme un jour sacré de repos. *Shabbat* est un verbe hébreu qui signifie cesser, se reposer.

Le repos du septième jour fait partie des Dix Commandements : aucune personne de la maison ne doit travailler ce jour-là, pas même les bêtes (Exode 20, 9-10). Ces commandements sont répétés dans le livre du Deutéronome et le jour du *shabbat* n'est alors plus une référence à la Création, comme dans le livre de l'Exode, mais à la libération de l'esclavage d'Égypte : « Tu te souviendras que tu as été esclave en Égypte et que le Seigneur ton Dieu t'en a fait sortir d'une main forte, d'un bras étendu : c'est pourquoi le Seigneur, ton Dieu, t'a ordonné de célébrer le jour du *shabbat*. » (5, 15). Le repos sabbatique institue un double mémorial : celui de la Création et celui de la sortie d'Égypte, celui du souvenir de l'homme dans le cosmos et celui de l'homme dans l'histoire. Nature et histoire vont de pair.

Le *shabbat* donne au monde la liberté du repos. Des commentateurs juifs, au lieu de traduire « Dieu se reposa de son œuvre », préfèrent : « Dieu se retire » ; c'est ce que les théologiens juifs appellent le *tsimtsoum* de Dieu. Dieu se contracte ou se concentre en Lui-même pour permettre à quelque chose qui n'est pas d'exister. Cette concentration crée le vide, c'est-à-dire

l'espace à l'intérieur duquel le cosmos prend place et s'organise peu à peu. Dieu se retire pour laisser la place à autre chose que Lui. Le jour du repos, le monde nous est en quelque sorte donné. « Le septième jour parfait les six jours de l'œuvre en leur adjoignant une dimension qualitative différente¹ », écrit Benjamin Gross. Pendant six jours, nous travaillons le monde,

“

Le shabbat est précieux, car c'est un instant de liberté qui permet d'entrer en communion avec un élément libérateur, extérieur au monde.

”

et le septième nous laissons advenir Dieu. Une temporalité différente est introduite dans le monde. C'est un espace de déconnexion où l'on se désobjective. Le monde commun dans l'élan productiviste transforme la totalité de la Création en objets. Ignorer ce jour du repos en voulant remplir le vide de toutes les manières conduit à poursuivre, non seulement notre propre aliénation, mais l'aliénation de la nature, comme on le constate aujourd'hui dramatiquement. On comprendra ainsi la deuxième injonction de mémoire, celle de l'esclavage en Égypte. Le *shabbat* comme reconnaissance du passé, avant que l'homme ne puisse être projeté dans le futur. Le *shabbat* est précieux, car c'est un instant de liberté qui permet d'entrer en communion avec un élément libérateur, extérieur au monde.

À côté de l'institution hebdomadaire du *shabbat*, on trouve dans la Bible l'injonction d'une année sabbatique pour la terre tous les sept ans : « Pendant six années, tu ensemenceras ton champ, pendant six ans, tu tailleras ta vigne et tu en récolteras le produit. Mais la septième année, il y aura un *sabbat*, un repos sabbatique pour la terre. » (Lévitique 11, 3-4). Et puis au bout de sept *shabbats* de la terre, il y aura une année de « jubilé », c'est-à-dire non seulement une année où l'on doit se contenter de ce qui pousse naturellement sur la terre, mais la cinquantième année est aussi une année où l'on remet toutes les dettes et où l'on libère tous les esclaves (Lévitique 11, 8 et suiv.).

Toutes les classes sociales sont concernées par l'institution du *shabbat* et du jubilé car tous les cinquante ans, les gagnants et les perdants du système économique sont de nouveau à égalité. La Bible a inventé un système économique et politique à mi-chemin entre capitalisme et communisme !

Brice Deymié,
aumônier national des prisons,
Fédération protestante de France

¹ Benjamin Gross, *Shabbat*, Paris, éditions de l'Éclat, 2015, p. 25.



Dossier

Quelles solutions pour la planète ?

Quelle place pour l'humain au sein de la création ? Est-il un animal comme un autre, voire un vivant comme un autre, ou a-t-il une place spécifique en surplomb qui lui donnerait des droits sur la nature ?

Aujourd'hui certains courants de l'écologie dénoncent la pensée dominante anthropocentrique qui serait une des causes essentielles de la catastrophe à venir. Cette écologie radicale ou « écologie profonde » considère que la manière dont l'homme interfère avec le monde non humain est excessive et nuisible ; elle demande que l'homme s'adapte à la nature, et non l'inverse. La résolution de la crise écologique actuelle devra donc nécessairement passer par une révolution anthropologique qui essaiera de retrouver l'harmonie perdue entre l'homme et la nature.

Si nous épuisons les ressources terrestres, disent certains, c'est que la Bible a forgé depuis des millénaires l'idée que l'homme doit nécessairement dominer la terre.

Ainsi Aldo Leopold (1887-1948), que l'on peut considérer comme le père de l'écologie moderne, écrivait que « l'écologie n'arrive à rien parce qu'elle est incompatible avec notre idée abrahamique de la terre¹ ». Ce qu'il veut dire par là, c'est que la Bible a, d'une certaine manière, conceptualisé le temps linéaire, qui s'oppose au temps cyclique propre à beaucoup de civilisations païennes. Abraham est symboliquement celui qui matérialise ce temps progressif quand, sur ordre de Dieu, il quitte sa terre natale pour rejoindre la Terre promise. Par ce geste inaugural, Abraham donnait naissance à l'idée de progrès qui allait caractériser le développement de notre civilisation.

¹ Aldo Leopold, *Almanach d'un comté de sable*, Paris, Garnier-Flammarion, 2000, pp. 14-15.

Comme l'a écrit Jean Servier : « *La marche du progrès des techniques a retrouvé les trois étapes de la mystique juive retraçant dans le temps la marche vers la Terre promise*². »

Autre reproche que peuvent faire les défenseurs d'une ligne écologique dure à la Bible, c'est la désacralisation de la nature, comme l'exprime Michel Serres : « *Le monothéisme a détruit les dieux locaux, nous n'entendons plus les déesses rire parmi les sources, ni ne voyons les génies paraître dans les frondaisons ; Dieu a vidé le monde.* » Les deux textes de création du monde que l'on trouve au début de la Bible, dans le livre de la Genèse, sont, certes des textes mythiques, mais ils présentent les éléments naturels comme

² Jean Servier, *Histoire de l'utopie*, Paris, Gallimard, « Folio », 1991, p. 378.

n'ayant aucune existence autonome et presque chosifiés par Dieu : « Dieu dit : *«Que la terre se couvre de verdure, d'herbe qui rend féconde sa semence, d'arbres fruitiers qui, selon leur espèce, portent sur terre des fruits ayant en eux-mêmes leur semence !»* » (Genèse 1, 11).

Sans être un texte de science botanique, c'est une tentative très marquée de désacraliser la nature. Dans son ouvrage, *Les Racines historiques de notre crise écologique*, l'universitaire américain Lynn Whyte (1907-1987) est le premier à soutenir que la philosophie judéo-chrétienne de désenchantement du monde avait induit une conduite écologique irresponsable de la part des hommes qui appliquent à la lettre le commandement de Dieu dans la Genèse : « *Soyez féconds et prolifiques, remplissez la terre et dominez-la.* » (Genèse 1, 28).

Ces critiques sont tout à fait recevables, mais pour la plupart elles occultent que cette matérialité de la création induite par le texte biblique a permis une désaliénation de l'homme par rapport aux forces occultes de l'univers. L'homme moderne est né de cette désacralisation pour le pire, mais aussi pour le meilleur, ne l'oublions pas.

Cette conscience de la position de l'homme dans la nature doit cependant nous faire réagir. Faut-il revenir aux temps cycliques des peuples anciens pour mieux intégrer la nature dans notre réflexion ? Comme l'écrivait Edward Goldsmith (1928-2009), un théoricien britannique de l'écologie radicale : « *Intégré à un temps cyclique fondé sur le recommencement et le retour des choses, l'homme traditionnel accumulait des connaissances dans le seul*

“
Nous nous devons
aujourd'hui de tenter le
réenchantement partiel
de la nature, de la rendre
à nouveau intelligente
et non pas seulement
intelligible, de retrouver
son langage sensible et
symbolique.”

but de toujours mieux s'adapter à la nature³». Nous nous devons aujourd'hui de tenter le réenchantement partiel de la nature, de la rendre à nouveau intelligente et non pas seulement intelligible, de retrouver son langage sensible et symbolique.

La théologie chrétienne doit se saisir de la question écologique et, sans re-sacraliser l'environnement, permettre qu'un nouveau lien s'établisse entre l'homme et son milieu. Ainsi le théologien protestant Martin Kopp en appelle à la conversion des imaginaires : « *Nous, chrétiens, avons un discours sur le monde, sur la nature, une certaine hiérarchie des valeurs. Ne devrions-nous pas, nous aussi, être dans la critique de l'imaginaire social, à partir des écritures et de leur interprétation ? La question est d'autant plus importante pour les*

chrétiens que le judéo-christianisme a participé à la constitution de l'imaginaire aujourd'hui dominant. Nous avons une responsabilité à participer à la conversion des imaginaires⁴».

La crise écologique met en cause notre manière d'être, entre nous et avec la nature. Il nous faut changer cette manière d'être, découvrir une autre façon de vivre en commun, en intégrant nos rapports à la nature. Ce commun est à l'horizon, on ne peut le chercher dans le passé. ■

Brice Deymié,
aumônier national des prisons,
Fédération protestante de France



3 « L'avenir de la Terre », *Krisis*, n°s 20-21, novembre 1997, p. 28.

4 « Décroissant parce que chrétien », *Projet*, n° 347, 2015.



Mobilités : et si on changeait d'angle de vue pour regarder le problème ?

Les mobilités éloignent plus qu'elles ne rapprochent. Paradoxe d'un monde où la vitesse est érigée en dogme, et où la comptabilité fonctionne en silo, sans intégrer les externalités d'une décision politique ou économique.

Partout, pour des questions présentées comme rationnelles économiquement, on ferme des écoles, des hôpitaux, des services publics, des commerces de proximité, remplacés par leurs équivalents concentrés dans quelques centres urbains. Ces fermetures, regardées une par une, semblent rentables. Mais ce mouvement se fait au détriment de l'équilibre de nos territoires, au détriment de nos villages qui perdent toute vie collective, au détriment de ceux qui choisissent de rester y vivre et doivent alors se déplacer bien plus et bien plus loin. Ces fermetures provoquent l'allongement des distances, et donc la motorisation des déplacements. Elles provoquent la fatigue et l'isolement, deux des leviers du mouvement des Gilets jaunes.

Depuis des décennies, les transports compensent les décisions économiques étriquées... Par exemple, une école qui ferme, ce sont des économies pour l'Éducation nationale, mais aussi des dizaines de gamins qui, au lieu d'aller en classe à pied ou à vélo, se

retrouvent coincés dans un bus une à deux heures par jour. Bus payé à perte par la collectivité. Un hôpital local qui met la clef sous la porte, ce sont des économies pour le ministère de la Santé, mais aussi des milliers de trajets vers la ville et en voiture qu'il faudra effectuer, certains étant en plus remboursés par la Sécurité sociale, qui creusera ainsi son déficit. Et ainsi de suite.

Pour faire face à cette situation, tous les transporteurs, vendeurs de voitures, de trains et de bus, poseurs de rails et constructeurs de routes nous vantent leurs services comme devant permettre de mieux nous déplacer. Demain. Après les travaux. Et, depuis soixante ans, demain n'arrive jamais. En revanche, les travaux durent toujours, augmentant le chiffre d'affaires de ceux qui nous promettaient la lune. Dans cette lignée, les mêmes, et quelques autres dont les politiques,

hypnotisés par la promesse technologique, laissent entendre qu'avec la voiture autonome ou à hydrogène, avec les taxis volants et autres balivernes dignes des meilleurs livres de science-fiction des années soixante-dix, tous les problèmes seront réglés... Il n'en sera évidemment rien, puisque gérer des déplacements est avant tout un problème de tuyaux et de flux, et qu'on ne règle pas un problème de bouchon en augmentant le débit.

Et si on changeait d'angle de vue pour regarder le problème ? Et si, au lieu de vouloir toujours plus de moyens de se déplacer, on cherchait à se déplacer moins ? Ou moins loin ? Le rôle des décideurs politiques, les attentes des citoyens sont-ils d'augmenter les recettes des vendeurs d'acier et du BTP, ou de rendre la vie plus agréable ? Dans cette seconde optique, pourrait-on subventionner les déménagements et les loyers de

logements qui permettraient de réduire les distances à parcourir, plutôt que les cartes d'abonnements aux transports en commun et les abattements fiscaux pour l'usage de la voiture ? Pourrait-on intégrer les économies réalisées sur les constructions de routes au calcul de rentabilité d'un hôpital ou d'une maternité comptant peu de lits ? Pourrait-on diminuer

le prix des denrées chez les commerçants locaux grâce à des aides aux citoyens qui les fréquentent, plutôt que de construire des routes desservant les centres commerciaux dévoreurs de terres ?

Faire preuve d'imagination pourrait aider à résoudre la quadrature du cercle. Ou alors, nous aurons + 4 degrés, et la planète deviendra plutôt hostile pour les humains. À nous de voir quel futur nous préférons ! ■

Ludovic Bu,
développeur d'entreprises



Le télétravail, un outil pertinent mais peu utilisé

Autonomie, flexibilité, économie de moyens... Le télétravail, s'il est bien défini et encadré, peut permettre de mieux vivre son travail et de gagner en performance.

Selon une enquête publiée par l'IFOP en janvier 2018, un quart des salariés a aujourd'hui recours au télétravail en France. Toutefois, seuls 6 % des salariés le pratiquent de manière contractuelle. Les réticences de la part des employeurs (la culture du présentisme est toujours très forte en France), mais aussi des salariés, sont encore vives.

“

On peut davantage se concentrer pour lire un dossier ou la rédaction d'un document ; on évite la course et le stress de prendre le train à l'heure et on fait des économies de transport.

”

Aurélien Carrodano, coordinateur de programmes chez Greenpeace France à Paris, n'y voit pourtant que des avantages. Avec d'autres salariés de Greenpeace, il milite pour que la politique de télétravail y soit plus progressiste. « On peut davantage se concentrer pour lire un dossier ou la rédaction d'un document ; on évite la course et le stress de prendre le train

à l'heure et on fait des économies de transport. Pour ma part, cela me permet aussi d'aller voir mes parents plus facilement dans le Sud car je peux travailler chez eux et ça m'épargne de prendre le train le vendredi soir aux heures de pointe. » Si le télétravail était davantage déployé, le jeune homme y verrait aussi la possibilité de vivre en dehors de Paris et de gagner en confort de vie. Il pense aussi que cela pourrait être bénéfique pour l'entreprise car elle pourrait recruter plus largement.

Une formule test chez Greenpeace

Chez Greenpeace France, une formule test a démarré en septembre, pour un an, afin d'étudier si le développement du télétravail est bénéfique pour l'entreprise et les salariés. Un groupe de pilotage, composé des managers des salariés qui optent pour le télétravail, de représentants de la direction et des équipes qui travaillent avec les télétravailleurs, fera un point d'étape pour mesurer l'effet.

Les salariés de Greenpeace peuvent bénéficier actuellement de vingt jours de télétravail par an ou un jour par semaine.

« Mais ce n'est pas possible de faire du télétravail à 100 % pour la plupart des salariés, déplore Aurélien Carrodano. Les craintes sont encore nombreuses, selon le coordinateur de programme : le suivi du travail par la direction ou le manager, l'impact sur la cohésion de l'équipe, l'isolement du salarié, le manque de déconnexion. » On peut souligner aussi la peur de ne pas pouvoir progresser dans sa carrière, de se couper des informations informelles ou que l'équipement informatique ne soit pas pris en charge par l'employeur...

Un accord de gré à gré

Il est vrai que le cadre juridique français reste encore assez flou, malgré des directives et législations. En 2002, les partenaires sociaux européens, sous l'impulsion de la Commission européenne, avaient souhaité y mettre de l'ordre en signant un accord-cadre. Et l'ordonnance dite « Macron », en vigueur depuis le 24 septembre 2017, a assoupli le régime juridique du télétravail dans l'objectif de développer le recours à ce mode d'organisation.

Le salarié en télétravail peut travailler depuis son domicile avec l'aide des outils de télécommunication mais également dans un bureau équipé et mis à sa disposition par son entreprise, ou encore dans tout autre lieu choisi en concertation avec son employeur comme un télécentre ou un espace de coworking. Il dispose des mêmes droits et obligations que les autres salariés.

Néanmoins, le télétravail ne peut se mettre en place que grâce à un accord entre l'employeur et le salarié. Et il revient aux entreprises de décider des conditions et de poser un cadre, soit via le Conseil économique et social, soit par une charte. ■

Fabienne Delaunoy,
journaliste

Les transports publics en première ligne pour l'environnement

Le transport public ne se mesure pas uniquement en kilomètres parcourus [...] mais en engagements tangibles et durables au profit de la qualité de vie de chacun. La confiance accordée par 1,5 milliard de voyageurs chaque année nous rappelle nos responsabilités à l'égard de l'environnement, des territoires, des générations à venir, des collaborateurs.



L'urbanisation croissante soulève des défis sociétaux et environnementaux : optimiser les ressources, offrir des modes de transport plus écologiques, préserver le lien social, améliorer la qualité de vie, trouver des solutions plus accessibles, fluides, intelligentes.

La mobilité est un levier incontournable pour répondre à ces enjeux et donc la politique RSE du Groupe RATP s'articule autour de trois orientations : être un acteur majeur de la mobilité et de la ville durable, réduire notre empreinte environnementale, affirmer notre responsabilité sociale et sociétale.

Favoriser la transition énergétique

Nous misons sur l'innovation pour contribuer à la transition énergétique et offrir un service moins polluant et plus agréable, adapté à chaque ville : tramways silencieux et peu polluants, trains dont les systèmes de freinage récupèrent l'énergie, matériels éco-conçus, navettes électriques...

“

*La mobilité :
problème et
solution ?*

”

À Londres, par exemple, aux côtés de son maire, nous mettons en service des bus 100 % électriques. Notre engagement passe aussi par le tri sélectif, la récupération des eaux usées lors du nettoyage des véhicules, l'envoi des objets trouvés non réclamés à des associations caritatives... Un parc de bus RATP 100 % écologique en Île-de-France d'ici à 2025, 50 fois moins de CO₂ émis par un trajet en métro comparé au même trajet en voiture.

Rendre les transports accessibles à tous

La mobilité est un facteur de qualité de vie et d'insertion dans la société. Chacun doit pouvoir utiliser les transports publics, quel que soit son lieu de résidence, ses horaires, ses limitations.

Créé en 2003 à Marne-la-Vallée, notre service Plus de Pep's offre aux habitants une solution de transport par bus, dessert des zones rurales isolées et assure une continuité de service pendant les heures creuses.

Agir pour la communauté

Du soutien scolaire au microcrédit, en passant par le mentorat, nos collaborateurs contribuent aux programmes de la Fondation Groupe RATP dans l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la culture. En Afrique du Sud, notre filiale BOC participe à un programme de mentorat avec des jeunes défavorisés de la banlieue de Johannesburg. À Valenciennes, notre filiale Transvilles participe à « Trajet d'avenir », un programme d'octroi de bourses à des jeunes en difficulté. À Londres, « Second chance » aide de jeunes délinquants en réinsertion.

- 17 projets de la Fondation dédiés à l'éducation, 17 à l'emploi et 13 à la culture en 2018,
- 44 383 bénéficiaires des projets de la Fondation groupe RATP en 2018.

Grandir ensemble. Construire ensemble.

Plus de 17 000 collaborateurs répartis sur quatre continents, des métiers, des nationalités, des générations différentes... La richesse de ce capital humain nous amène à déployer une politique de ressources humaines pour renforcer le bien-être, les compétences et l'engagement de nos équipes. Nous voulons attirer les meilleurs, recruter au plus près des territoires, développer les compétences, favoriser la mobilité interne, évaluer et récompenser la performance, favoriser la mixité et la diversité. ■

Laurence Battle,

*Chief Executive Officer at RATP Dev
and Independent Board Member*

Se diriger vers le zéro déchet implique de moins consommer

Bien au-delà de trier ses déchets, l'association Zero Waste France milite pour une baisse de la production et de la consommation. La gestion des déchets, tant au niveau européen que mondial, est devenue, au fil des années, un enjeu économique, politique, sanitaire et bien sûr, environnemental.

Des conteneurs de plastique renvoyés à l'expéditeur. Cette image est désormais dans tous les journaux. Depuis peu, les pays d'Asie du Sud-Est renvoient les déchets vers les pays occidentaux. En 2018, la Chine a été le premier pays à durcir sa réglementation, ne souhaitant plus être « la poubelle du monde ». Cette décision politique a déstabilisé le marché du recyclage, concentré vers les pays producteurs de matériaux qui se situent essentiellement en Asie.



Cette question de la gestion des déchets, Zero Waste France s'en est emparée à sa création en 1997 ; l'association portait alors le nom de Centre national d'information indépendante sur les déchets. Militante, Zero Waste France s'est donné trois axes de travail : sensibiliser le public, encourager les producteurs et les industriels pour notamment stopper le suremballage et enfin se faire entendre des décideurs politiques par des plaidoyers.

Réduire le plastique à usage unique

« Cela fait environ 25 ans que les gestes de tri existent, pourtant, tout n'est pas trié parce que les consignes ne sont pas toujours claires, varient en fonction des communes et que tout ne se recycle pas. Certains déchets, dont on ne sait pas quoi faire, sont enfouis et ont un impact environnemental. Le plastique, notamment, n'est pas recyclable à l'infini », explique Pauline Debrabandere, chargée de projets à Zero Waste France. Une des priorités

“ Une des priorités selon l'association est de réduire le plastique à usage unique. ”

selon Pauline Debrabandere, cette décision n'est pas une alternative « écologiquement parlant. Ces objets en plastique vont être remplacés par du carton à usage unique, qui sera associé à du plastique, comme dans les gobelets. Et on sait que trier un objet ayant plusieurs composants est plus difficile. » À ce sujet, l'ONG Greenpeace a produit une courte vidéo très édifiante sur l'histoire de la petite cuiller en plastique, visible facilement sur Internet. Une manière de faire prendre conscience aux consommateurs de l'impact que cela a, d'utiliser une cuiller en plastique et de la jeter tout de suite après.

Changer les mentalités

Pour Zero Waste France, c'est en effet un changement de pratiques qui doit

s'opérer. « Les consommateurs peuvent faire de petits gestes au quotidien : avoir une gourde plutôt que d'acheter des bouteilles plastique, apporter son contenant quand on va faire ses courses, acheter du shampoing solide, etc. », détaille Pauline Debrabandere. La consigne des bouteilles en verre est également une alternative écologique. En Alsace, où l'habitude de rapporter les bouteilles d'un certain format n'avait jamais été complètement abandonnée, le réseau Alsace-Consignes a été lancé au printemps dernier. Les marques de bouteilles d'eau Carola et Lisbeth, et la marque de bière Météor ont relancé la consigne de bouteilles en verre, avec l'association Zero Waste Strasbourg. Pourtant, la consigne est loin de faire l'unanimité, au regard des débats en cours autour du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, présenté par le gouvernement. « Il nous faut trouver une nouvelle organisation et cela ne représente pas un énorme effort », conclut Pauline Debrabandere. ■

Fabienne Delaunoy,
journaliste

Faire rimer concrètement écologie et solidarité

Des actions écologiques se sont développées dans les Fraternités de la Mission populaire évangélique qui conjuguent la solidarité avec le respect de l'environnement.



L'écologie n'est pas dans les pré-occupations d'origine de la Mission populaire évangélique : créée à la fin du ^{xix}^e siècle pour rejoindre les milieux ouvriers, elle a d'abord déployé des actions sociales en direction des populations précarisées qui se sont présentées dans ces lieux qu'on appelle des Fraternités. Soutien scolaire pour les enfants, cours de français pour les étrangers, accueil des personnes à la rue, etc.

Une partie de ses actions traditionnelles est maintenant perçue comme écologique et cette dimension en a été accentuée. Les « vestiaires » ou « braderies » : des vêtements sont récupérés et distribués gratuitement ou vendus à petit prix. Les « soupes populaires », devenues avec le temps des « repas partagés » : dorénavant, les denrées utilisées sont souvent issues de récupération à la fin de marchés (foyer de Grenelle à Paris ^{xv}^e) ou des invendus des marchés de gros comme Rungis (Fraternité de la Belle de Mai à Marseille ou de la Maison ouverte à Montreuil). La Fraternité de Montbéliard s'est fait une spécialité de la confection de

confitures et autres recettes maison à partir de fruits et légumes récupérés. Cette action permet des moments fraternels où l'on cuisine ensemble, mais participe aussi au financement du lieu.

L'ancien...

Avec la question écologique, les Fraternités ont redécouvert des actions écologiques et sociales dont les chrétiens sociaux avaient été les initiateurs au ^{xix}^e siècle. La Maison verte à Paris ^{xviii}^e a créé une coopérative alimentaire de produits bios et locaux. De nombreuses Fraternités participent au renouveau des jardins ouvriers devenus des jardins partagés : jardin des Dènes à Marseille, potager au foyer de Grenelle (Paris ^{xv}^e). Ces jardins deviennent souvent des lieux d'animations qui permettent à des personnes marginalisées de retrouver de la confiance en elles et de la convivialité. Au centre de la vie de leur quartier, les lieux de la Mission populaire ont accueilli naturellement les nouvelles initiatives éco-citoyennes qui ont fleuri ces dernières années.

... et le nouveau !

Plusieurs, en région parisienne, sont des lieux de livraison pour les particuliers abonnés aux Paniers Bios du Val-de-Loire, produits par un réseau de jardins d'insertion et de fermes familiales de la région de Blois. Des AMAP sont accueillies au foyer de Grenelle : ces associations pour le maintien de l'agriculture paysanne regroupent des consommateurs qui prêchent la production d'un paysan du coin, livrée de manière hebdomadaire, un lien de solidarité et de découverte se développant. Plusieurs Fraternités proposent aussi des Répar'cafés : tous les mois, des bénévoles aident les personnes à apprendre à réparer leurs objets cassés, pour éviter de les jeter et redécouvrir ce savoir-faire.

Les Fraternités, fidèles à leur tradition de lieux de réflexion et d'engagement, accueillent aussi régulièrement des débats sur ces sujets ou les associations écologistes locales qui cherchent à se réunir.

Comme l'explique Florence Arnold-Richez, bénévole du foyer de Grenelle, à propos de leur jardin, ces actions contribuent « *beaucoup à améliorer la qualité de notre accueil, à le rendre plus "confiant", tout en mettant des accueillis en capacité de faire avec nous et nous avec eux, dans un lieu de vie où l'on peut mettre en acte la fraternité, inscrite dans notre ADN...* ».

L'écologie apparaît comme transversale au triptyque de l'action de la Mission populaire : politique, sociale et spirituelle. ■

Stéphane Lavignotte,
pasteur et coordinateur de
la Maison ouverte (Montreuil - 93)



La récupération, un axe central pour l'Entraide de l'Église Protestante unie de l'Annonciation de Paris

Depuis plus de vingt ans, l'épicerie solidaire de l'Entraide de l'Annonciation permet aux plus démunis repérés par les services sociaux de la mairie d'avoir une aide alimentaire.

Notre aide comportait jusqu'à présent très peu de produits frais, ce qui ne permettait pas d'offrir un panier équilibré aux quelque 300 personnes inscrites chaque année. Ce constat était d'autant plus désolant que nous savions que la grande distribution jetait quotidiennement des tonnes de nourriture encore propre à la consommation.

Nous avons alors cherché une solution et c'est donc depuis plus de trois ans que l'Entraide de l'Annonciation, via son épicerie solidaire, effectue une « ramasse » hebdomadaire dans un Monoprix du quartier que nous connaissons bien, puisque nous y faisons la collecte annuelle de la Banque alimentaire depuis de nombreuses années.

La ramasse, terme choisi par la grande distribution, consiste à récupérer tous les invendus ayant une date de

“

Ainsi nous avons sauvé de la poubelle en 2018 plus de 4 tonnes – l'équivalent de 30 000 euros – de nourriture fraîche et de qualité, faisant ainsi un geste contre le gaspillage, et le bonheur des accueillis de l'épicerie.

”

péremption courte. Une convention gagnant/gagnant a été signée entre la Fondation Monoprix et notre Entraide : la grande surface récupère en crédit d'impôt sur ses produits sauvés de la casse, et notre association, en plus de faire un geste pour la planète, offre des produits frais et de qualité aux plus démunis.

Ainsi nous avons sauvé de la poubelle en 2018 plus de 4 tonnes – l'équivalent de 30 000 euros – de nourriture

fraîche et de qualité, faisant un geste contre le gaspillage et le bonheur des accueillis de l'épicerie. Nous rentrons chaque semaine avec un coffre rempli de sacs isothermes contenant des laitages, du fromage, de la viande, des plats préparés, des salades, des sandwiches, des œufs, etc.

La récupération coûte peu

Ces produits ont pour seul défaut d'avoir une date de péremption courte et sont donc retirés des rayons bien avant de ne plus être consommables, le plus souvent pour faire place au nouvel arrivage.

La récupération en elle-même est sans coût pour l'Entraide puisque nous la faisons avec un véhicule personnel. Ainsi, d'année en année, une conscience écologique s'est développée, le gaspillage est devenu aux yeux de tous insupportable, d'autant plus face aux privations que subissent les plus démunis. Les équipes du supermarché nous connaissent bien maintenant et sont elles-mêmes partie prenante car très choquées du gaspillage qu'elles ont à gérer au quotidien. Elles sont contentes de participer à leur manière à cette chaîne de solidarité.

L'épicerie solidaire de l'Annonciation lutte aussi contre le gaspillage en récupérant les invendus d'une boulangerie du quartier, sans parler de tous les produits frais récupérés par la Banque alimentaire, tout spécialement des fruits et légumes livrés aux associations le jour de leur distribution.

Il reste encore beaucoup à faire pour lutter contre ce gaspillage alimentaire, notre ramasse ne représentant qu'un petit geste hebdomadaire. Mais la machine est en route, unissant solidarité et geste vert, chose impensable il y a quelques années.

L'espoir est là, les idées pour la développer en route ; gageons que nous ne reviendrons plus jamais en arrière. ■

Sophie Monod,
présidente de l'Entraide



Des propositions de transition écologique pour la jeunesse et les milieux populaires

La FEP a été – avec la Mission populaire évangélique – à l’initiative d’un appel en décembre 2018 pour mettre les milieux populaires et la jeunesse au centre de la transition écologique. Un programme qui reste d’actualité.

Cet appel du 8 décembre « *pour mettre la jeunesse et les milieux populaires au centre de la transition écologique* » est né d’une double conviction : alors que « *les plus pauvres paient le prix fort des dérèglements climatiques et de la flambée des prix de l’énergie* », ils peuvent être des acteurs centraux de la transition écologique et elle peut être en retour un levier pour une transformation qualitative de leur vie. Les signataires ont voulu construire une liste de propositions concrètes pour que les pouvoirs publics y répondent, prenant en compte l’ensemble de la vie des personnes concernées.

Mal-logement et malbouffe

La flambée des prix de l’immobilier oblige les milieux populaires et la jeunesse à habiter de plus en plus loin de leurs lieux de travail ou d’étude. Il faut donc accentuer la régulation de l’immobilier et leur offrir des transports de proximité gratuits. Souvent ils habitent dans des passoires énergétiques ; il apparaît nécessaire de renforcer les moyens pour l’isolation

des bâtiments, avec l’engagement des particuliers, des associations ou des organismes d’HLM. Les milieux populaires et la jeunesse sont parmi les premiers piégés par la société de consommation et la malbouffe qui entraînent une épidémie de diabète dans les quartiers populaires, tout en étant responsables de l’émission de quantités de gaz à effet de serre. L’appel propose d’en interdire la publicité et, à l’exemple du chèque énergie et du pass culture, de mettre en place une carte fruits et légumes de proximité.

Les faibles revenus obligent trop souvent à acheter le moins durable. Il est proposé d’obliger les industriels à produire des objets réparables pendant dix ans, de valoriser le savoir-faire populaire du bricolage et d’instaurer la consigne sur tous les emballages pour transformer le recyclage en action rémunératrice. Pour l’eau, il est proposé d’encourager la gestion en régie publique, de favoriser les économies grâce à des tarifs plus justes : faibles pour les usages nécessaires, plus chers pour les mésusages.

Vivre plus avec moins

La dimension éducative n’a pas été oubliée : il est proposé que soit développée une éducation à l’environnement qui permette – comme dans le scoutisme – de s’immerger dans la nature, où l’on « vit plus » avec moins d’objets. Pour cela, il est nécessaire de lever les freins budgétaires pour les familles et de s’assurer que la réglementation des accueils collectifs de mineurs encourage la vie en plein air et l’autonomie. Ces mesures – propres aux milieux populaires et à la jeunesse – prennent place dans des demandes plus générales : une révision constitutionnelle permettant une véritable démocratie citoyenne, la cessation du développement des autoroutes, du transport aérien et des LGV, la fin de l’artificialisation des sols, comme les terres agricoles du triangle de Gonesse (78), etc. Les signataires sont persuadés que « *ces mesures seraient créatrices d’emploi et réduiraient ce chômage qui touche d’abord les jeunes et les milieux populaires* ». ■

Stéphane Lavignotte,
pasteur et coordinateur de
la Maison ouverte (Montreuil – 93)

Les principaux signataires :

Olivier Brès, président de la Mission populaire évangélique de France ; Véronique Fayet, présidente du Secours catholique – Caritas France ; Jean Fontanieu, secrétaire général de la Fédération de l’Entraide Protestante ; Philippe Kabongo Mbaya, président du Mouvement du christianisme social ; Laura Morosini, Chrétiens unis pour la terre ; Pierre Msika, président des Éclaireuses et Éclaireurs de France ; Marie Mullet, présidente des Scouts et Guides de France.

La justice climatique :

témoignage du chargé de mission de l'UEPAL

Le 1^{er} septembre 2019, l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine a engagé son premier chargé de mission pour la justice climatique.. C'est la première fois qu'en France, un pasteur est chargé, à plein temps, des questions d'environnement et de climat pour une Église. Jean-Sébastien Ingrand, qui a accepté ce poste, est convaincu que l'UEPAL ne demeurera pas longtemps seule dans cette dynamique.

Cette mission consiste à promouvoir une écologie prenant en compte la dimension spirituelle qui fait l'essence de la foi chrétienne. Car il ne s'agit pas, en Église, de vouloir faire comme les autres. Les questions écologiques sont souvent techniques et les solutions proposées peuvent être très matérielles. En matière d'écologie, la spécificité des chrétiens est d'être témoins de la présence de l'Esprit du Dieu vivant en ce monde. Par exemple, la notion d'écospiritualité, qui est recherche de sens, s'avère particulièrement pertinente.

« Il ne s'agit pas simplement d'ajouter une couche spirituelle à l'engagement écologique ou de verdir un cheminement spirituel, mais de comprendre qu'écologie et spiritualité forment un tout. Elles sont indissociables, parce que nous sommes avec la Terre dans une communion d'être, de vie et de destin¹. »

Le nom du poste comporte le terme de « justice » car les questions climatiques actuelles et futures sont le résultat de l'injustice avec laquelle nous traitons notre planète depuis trop longtemps. Il s'agit d'apprendre un nouveau mode de relation à la planète Terre car notre cupidité et notre voracité sont en train d'en détruire les conditions d'habitabilité. Il est fondamental de penser, en même temps, les questions

“ Il s'agit d'apprendre un nouveau mode de relation à la planète Terre car notre cupidité et notre voracité sont en train d'en détruire les conditions d'habitabilité. ”

de justice climatique et celles de justice sociale. D'autant plus que le dérèglement climatique et les inégalités sociales vont provoquer, à court terme, de très grands mouvements migratoires. Ce n'est pas un hasard si les problèmes climatiques que nous commençons à vivre surviennent dans une société mondialisée où la répartition des richesses n'a jamais été si problématique.

En tant que chrétiens, nous sommes appelés à une prise de conscience, à suivre un chemin de conversion (terme spécifiquement chrétien qui peut parler à tout être humain aujourd'hui) et à promouvoir une approche spirituelle de l'écologie. Les mouvements écologiques sont parfois en quête de sens quant à leur militance. Ils attendent les chrétiens dans cet espace militant. Il s'agit pour les chrétiens de donner l'exemple

de quelque chose qui surprend, qui décale, qui est profondément lié au sens (la présence de l'Esprit du Dieu vivant en ce monde) sans prosélytisme. Selon l'adage de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul, « *penser global et agir local* », l'intention est d'être présent sur le terrain local en étant porteur d'un sens à la fois spécifique et universel (l'Esprit). Une présence qui n'oublie pas la prière et peut prendre la forme de temps liturgiques, offerts à tous. C'est un appel à être inventifs, localement, avec respect et responsabilité.

Il est primordial d'accompagner cette parole de façon concrète avec des formations sur le thème de la foi et de l'écologie pour nous permettre, en particulier, face à l'enlaidissement du monde, de retrouver notre capacité d'émerveillement des beautés de la nature. ■

Pasteur Jean-Sébastien Ingrand,
chargé de mission
pour la justice climatique de l'UEPAL



Photo : David Geiss

¹ M. Egger, *Écospiritualité. Réenchanter notre relation à la nature*, Saint-Julien-en-Genevois, Éditions Jouvence, 2018, p. 12.



La Ressourcerie de l'abej SOLIDARITÉ

L'abej SOLIDARITÉ lutte chaque jour pour que les personnes à la rue dans la métropole lilloise sortent de l'exclusion en proposant un accompagnement social global qui va de la rencontre avec les personnes jusqu'à l'insertion par l'activité économique, en passant par l'accueil, le soin et le logement.

Parce que les questions environnementales et les questions sociales sont étroitement liées, l'abej SOLIDARITÉ a souhaité s'investir dans le domaine de l'économie circulaire et du développement durable. C'est chose faite depuis fin 2018 avec la naissance du dernier né de nos Ateliers Chantiers d'Insertion : la Ressourcerie.

Ce projet s'articule autour de trois dimensions

Tout d'abord, préserver la planète et notre environnement : nous consommons trop et produisons trop de déchets. Les personnes en situation de précarité sont les premières victimes de ce cycle infernal. En donnant meubles et objets, en achetant d'autres de seconde main, chacun devient acteur

d'un monde plus propre et plus durable. Il est important pour nous aussi d'offrir une première expérience professionnelle. Ainsi, à la Ressourcerie de l'abej SOLIDARITÉ, les personnes qui connaissent la galère viennent travailler, se former et se qualifier. Les salariés sont en parcours d'insertion. Nous les accompagnons afin que leur projet professionnel se concrétise.

Et le troisième axe nous permet de proposer à TOUS d'être bénévoles. Parce que chacun peut contribuer à l'environnement ! Or notre société laisse peu souvent l'occasion aux personnes sans domicile de donner et d'être acteur.

“
En donnant meubles et objets, en achetant d'autres de seconde main, chacun devient acteur d'un monde plus propre et plus durable.
”

À la Ressourcerie, nous faisons appel à leur savoir-faire et leurs talents. Avec d'autres bénévoles, qui ne connaissent pas la vie à la rue, ils sont indispensables à la réussite du projet. Notre Ressourcerie s'engage avec différents partenaires à promouvoir par son action même une sensibilisation au respect de l'environnement.

La Ressourcerie de l'abej SOLIDARITÉ c'est (chiffres 2019) :

- > **69 tonnes** ont été collectées depuis le début de l'année.
- > **Nos ventes :**
 - 32 % de meubles,
 - 17 % de textile,
 - 12% de d'objets de décoration et bazar
 - 6 % en culture,
 - Les prestations représentent 13 % (collectes à domicile et livraisons).
- > **Le panier moyen** est de 9,78 €.

Au sein de la Ressourcerie cohabitent quatre ateliers : la collecte et le tri, l'enregistrement, la réparation et le rangement, le classement.

Notre Ressourcerie est labellisée depuis le mois de juillet « éco-organisme du textile ». Une fierté pour nos équipes. Au printemps 2020, nous déménageons pour mettre dans un même lieu le

magasin et le dépôt, dans un quartier qui a pour ambition d'apporter des réponses aux enjeux économiques, sociétaux et environnementaux : la Ressourcerie de l'abej SOLIDARITÉ y a donc toute place et continue d'être « un tremplin pour les Hommes et un geste

pour la planète » !

Pour toute information, rendez-vous sur notre site : www.abej-solidarite.fr et suivez-nous sur notre page Facebook : abej Ressourcerie. ■

Pascale Suhr,
responsable communication
à l'abej SOLIDARITÉ

Vie

de la fédération

L'invisibilité sociale

L'invisibilité sociale s'enracine au sein de notre société. Invisibilité subie ou choisie ? Qui sont ceux qui se cachent ou que l'on cache derrière cette appellation ? Ceux que l'on ne voit pas, que l'on ne veut pas voir ou qui ne veulent pas être vus ?

Les invisibles ne représentent pas un groupe social : il serait plus juste de parler de situations d'invisibilité et de processus sociaux, économiques, administratifs, politiques qui tendent à rendre invisible. Mais invisible par qui ? Pourquoi et pour qui devient-on invisible ?

« L'image que chacun a de soi dépend du regard d'autrui¹. » Si l'invisibilité sociale ne peut être réduite à la seule question de l'interaction entre les individus, il semble indiscutable que le rapport à l'autre en constitue le fondement. Ainsi, le manque ou le déni de reconnaissance sont souvent à l'origine de situations d'invisibilité qui ajoutent de la souffrance à la pauvreté, à la précarité et au sentiment d'exclusion de ceux qui sont « en dehors », et pourtant à côté de nous. Devenir invisible aux yeux de l'administration, de ses proches, de la société... Qu'elles soient choisies ou subies, quels sont les profils de ces personnes affectées par ces situations d'invisibilité ?

Pas d'inventaire à la Prévert mais quelques exemples. Invisibilité subie de ces jeunes mineures prostituées pour qui il est souvent trop tard quand leurs situations deviennent visibles ; invisibilité subie par cette femme qui a élu domicile dans sa voiture, avec son chat pour seul compagnon, après avoir été victime d'un engrenage : arrêt maladie,

baisse de salaire, difficultés à payer son loyer, surendettement, plus de



domicile fixe... « *Je n'existe pas aux yeux de la société* », dit-elle ; invisibilité subie et « choisie » par celles qui vivent dans la rue, se dissimulant sous leurs vêtements pour ne pas être identifiées car pour elles « *quand on vit dans la rue, le plus grand danger, c'est d'être une femme* ».

Invisibilité choisie quand elle s'inscrit dans un projet de résistance pour ne pas être marginalisé, tels ces chômeurs qui continuent à donner le change, rendant invisible leur situation précaire. Choix aussi des politiques publiques de rendre visibles certaines per-

sonnes, en rendant ainsi d'autres invisibles. Rendre les pauvres invisibles aux yeux d'une partie de la population dans certains quartiers, en les déplaçant, est un choix délibéré.

Enfin, que dire des déboutés du droit d'asile, sans existence administrative sur le sol français, qui subissent cette situation d'invisibilité sans que rien ne soit mis en œuvre, perdant petit à petit espoir, dignité et estime de soi.

Arrêtons de mettre les gens dans les cases et d'en exclure une grande partie qui ne se retrouve plus dans aucun dispositif. Soyons vigilants, discernons et accompagnons ces « invisibles » afin qu'ils occupent la place qui est la leur au sein de notre société. Continuons à alerter les pouvoirs publics pour rendre effective la solidarité nationale. ■

Laure Miquel,
secrétaire régionale

¹ Axel Honneth, philosophe allemand.

Vie

de la fédération en région



La parole à l'utilisateur : quelle parole ?

Rhône-Alpes-
Auvergne-Bourgogne



L'Association de bienfaisance parmi les protestants d'Annonay gère la maison de retraite protestante de Montalivet à Annonay et la résidence service Les Colombes à Davézieux. Jean-Luc Lutz, directeur, témoigne de la participation des personnes âgées dans ces établissements.

La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale a profondément modifié la place de l'utilisateur en le rendant acteur de sa prise en charge. Les établissements ont mis en place différents modes d'expression, tels que les enquêtes de satisfaction, les groupes de parole, les cahiers de doléances et bien entendu les conseils de vie sociale, afin de recueillir les avis, les envies, les conseils, les opinions des usagers.

Il y a quinze ans, au moment de leur mise en place, ces groupes et ces actions ont eu beaucoup de succès. Ils ont obligé les établissements, notamment les maisons de retraite, à s'ouvrir sur l'extérieur, à devenir plus transparents dans leur accompagnement, à réécrire leur projet et à remettre en question leurs pratiques.

Les institutions ont également dû apprendre à communiquer et à

Vie de la fédération

discuter avec les usagers. Mais, avec l'augmentation de la dépendance, nos centres sont passés de maisons de retraite à établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Il devient de plus en plus difficile de motiver les usagers à participer à ces groupes de parole ou aux enquêtes de satisfaction et, bien souvent, ils se retrouvent seuls ou à deux pour porter la parole de tous les résidents.

Une parole libre en confiance

À l'Ehpad de Montalivet, à Annonay, nous avons également constaté que les résidents aimaient bien discuter de leurs problèmes personnels, mais qu'ils avaient beaucoup de difficultés, souvent un manque d'envie, pour partager ou porter les problèmes des autres. Nous avons donc favorisé les discussions en tête à tête et les visites individuelles portées par un groupe de bénévoles.

Une fois la confiance établie, les résidents parlent plus facilement de leur vie au quotidien dans l'établissement, de leurs souhaits ou de leurs questionnements. Ils sont beaucoup plus réservés ou timides lorsqu'ils sont en groupe et doivent s'exprimer en public. Parfois ils nous disent également qu'ils veulent qu'on les laisse tranquilles, tout simplement. Néanmoins, il y a un groupe qui continue de très bien fonctionner, dans lequel la parole est libre. C'est la commission des menus. Les débats y sont passionnants, chacun voulant proposer son plat préféré et imposer sa recette. Les résidents préfèrent laisser les autres sujets, plus techniques, à leur famille ou au personnel. ■

Jean-Luc Lutz,

Association de bienfaisance parmi les protestants d'Annonay (07)



Arc Méditerranéen

PARTICIPATION ET ÉDUCATION POPULAIRE

Habitat Jeunes Montpellier porte un projet en direction de la jeunesse (16-29 ans). Habitat Jeunes, c'est 350 logements pour 600 jeunes logés et accompagnés à l'année dans 8 résidences, et 40 salariés.

À Habitat Jeunes, les résidences sont des lieux d'apprentissage, où la rencontre avec des professionnels (gestionnaires de résidences, animateurs, médiateurs) permet aux jeunes accueillis de trouver les outils pour les accompagner vers l'autonomie et leur permettre de bien commencer leur vie d'adulte et de citoyen. Sont organisées des activités qui permettent à chacun de trouver sa place dans le collectif, de faire entendre sa voix et favorisent son insertion sociale et professionnelle.

La participation des jeunes

Des conseils de résidence se tiennent tous les deux mois, animés par les

responsables des résidences. Sont abordés les activités, les formations à la vie quotidienne (maintenance), l'aménagement des espaces, les couleurs, la technique (Internet...), etc. Les résidents y élisent des représentants pour être membres des Conseils de vie sociale (CVS). Ces derniers se tiennent trois fois par an et regroupent les représentants des résidences, quatre responsables de résidence, deux administrateurs et la directrice, autour d'une thématique : livret d'accueil, préparation de fête, accès à la culture, habitat de demain, restaurant associatif, etc.

De ces thématiques peuvent découler des groupes de travail. Les comptes rendus des CVS sont affichés pour les usagers et envoyés par e-mail au personnel.

Toutes les questions abordées en CVS sont vues par le conseil d'administration. Les méthodes d'animation de ces conseils sont issues de l'éducation populaire (jeux, post-it, groupes...). Le travail en groupe permet aux jeunes de se connaître et d'apprendre à fonctionner ensemble.

Bienfaits, freins et limites

Cette méthode de participation permet de recueillir la parole des usagers : « Qu'est-ce que vous voulez faire ? »,

Vie

de la fédération en région



et c'est très important. Ils apprennent à prendre la parole en public, à exprimer ce qu'ils veulent, ce qu'ils aiment ou pas, à être entreprenants et à ne pas subir, à avoir les manettes pour construire leur vie et ne pas être assistés, à être acteurs de leur propre projet.

Pour les travailleurs sociaux, il est souvent difficile d'intervenir dans le cadre de l'animation collective. Leurs centres de formation ne les y préparent pas. Cependant l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ) organise des sessions de formation pour les y aider.

Pour les jeunes, il est souvent difficile de s'impliquer dans la vie collective, en partie à cause de la courte durée de leur séjour (6-12 mois en moyenne), et souvent aussi en raison de difficultés à maîtriser la langue.

L'Association affirme dans son projet associatif sa vocation d'éducation populaire et d'acteur de l'économie sociale et solidaire. La participation des jeunes en est indissociable. ■

Isabelle Romieu,
Habitat-Jeunes Montpellier (34)

Report des 4^{èmes} Assises des Entraides

Du fait des grèves annoncées à la SNCF et des perturbations dans les transports en commun à compter du 5 décembre 2019, la Fédération de l'Entraide Protestante est contrainte de devoir reporter la tenue des 4^e Assises Nationales des Entraides, programmées les 6 et 7 décembre 2019, à Paris.

Nous regrettons vivement cette décision, mais la menace pesant sur la participation et le bon déroulement de l'évènement, présageant de nombreuses difficultés pour bon nombre d'entre nous, s'est révélée trop importante. Déçue mais confiante, l'équipe de la FEP espère vous voir nombreuses et nombreux lors de l'édition 2020 ! L'aventure continue !

En vous remerciant de votre compréhension.

L'équipe de la FEP

AGENDA 2020

Mars 2020

Mardi 17 mars

Évènement Très Grande Exclusion, Paris (France).

Avril 2020

Du lundi 20 au samedi 25 avril

Les journées internationales de la FEP avec Eurodiaconia, Paris (France).

Juillet 2020

Du 29 juillet au 2 août

Le grand kiff, la Terre en partage, Albi (France).

*Retrouvez l'agenda complet sur :
www.fep.asso.fr*

Sortie Livre – Novembre 2019

ÉGLISE ET HANDICAP MENTAL

Manuel d'aide à l'inclusion

Nous pensons souvent handicap moteur, visuel, auditif, car notre difficulté à aborder le handicap mental est indéniable. Alors, quand il s'agit d'inclure les personnes souffrant d'une déficience intellectuelle dans le champ spirituel, un monde d'hésitations, de questions, et de peurs s'ouvre devant nous.

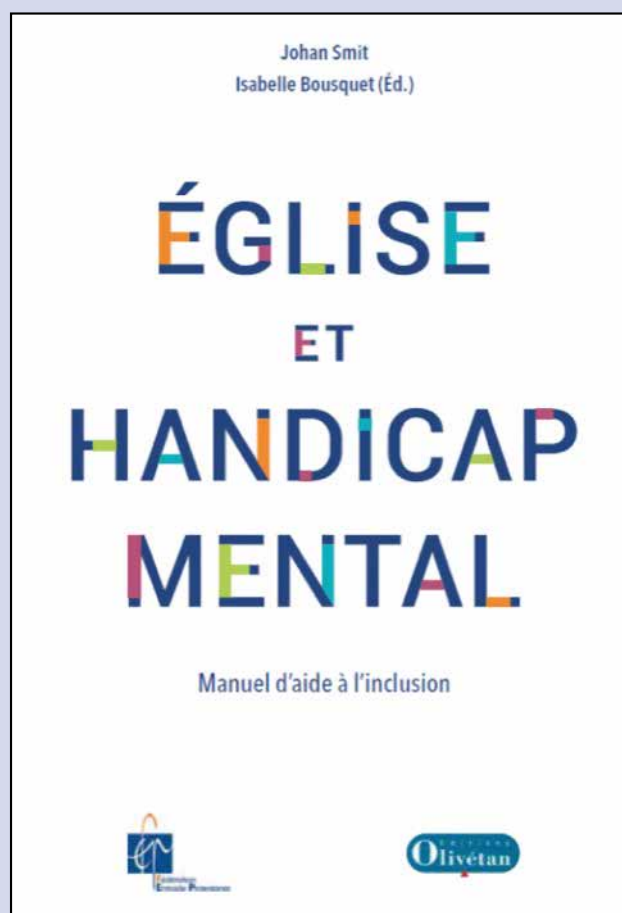
Ce manuel se veut être un soutien très pratique aux communautés chrétiennes qui souhaitent améliorer l'accueil des personnes avec un handicap mental.

Chaque chapitre est constitué de quelques conseils en matière de communication, accompagnés d'une brève explication et d'une proposition si vous voulez en apprendre davantage.

Nous qui avons du mal à simplement constituer des communautés de croyants, il nous semble impossible d'en donner l'accès aux personnes handicapées mentales : vont-elles comprendre ce que nous essayons de saisir ? Vont-elles se comporter « comme tout le monde » ? Vont-elles rompre l'équilibre ténu de nos communions ?

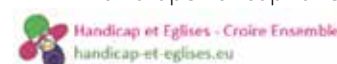
C'est à ces questions que l'auteur de ce manuel, Johan Smit, a voulu répondre. L'écriture des idées « pour aller plus loin » a été dirigée par Isabelle Bousquet.

Pour inclure ces personnes, comme tous les exclus que notre société génère, pour ouvrir à nos consciences l'immense richesse qu'elles portent, pour signifier également que les êtres humains ont soif de spiritualité, et que la partager est une grâce pour chacun !



Contact pour toute commande :
Laïna Brahimi-Wilmsen
Chargée de communication à la FEP
laina.brahimi-wilsen@fep.asso.fr
01 48 74 53 84.

La parution française de ce livre est une initiative du groupe Handicap et Églises – Croire Ensemble, qui rassemble institutions et Églises catholique et protestante d'Europe francophone.





Notre charte

La pauvreté et les précarités,
le chômage, la solitude, l'exclusion
et les multiples formes de souffrance
ne sont pas des fatalités.

Ce sont des signes manifestes et douloureux d'un ordre culturel, social et économique qui ne laisse que peu de place aux êtres fragiles et vulnérables. Ces atteintes à la dignité humaine sont en contradiction avec la déclaration universelle des droits de l'Homme et en opposition avec l'Évangile. Il est inacceptable qu'un être humain soit enfermé dans sa souffrance ou abandonné dans sa douleur. Il est inacceptable qu'un être humain ne puisse manger à sa faim, reposer sa tête en un lieu sûr et ne soit considéré comme membre à

part entière du corps social. Où qu'il soit et quel que soit son itinéraire personnel, il s'agit toujours d'une négation de la vie. Les membres de la Fédération de l'Entraide Protestante unissent leurs efforts pour rendre concrète et immédiate la solidarité dont ils proclament l'urgence et l'efficacité. Ils mettent en œuvre des actions diverses pour soulager les souffrances physiques et morales, accueillir et accompagner les personnes en situation de détresse. Au-delà de cette aide nécessaire, ils s'attachent à discerner et à nommer les causes des

souffrances et de la pauvreté. Leur objectif est de mobiliser les femmes et les hommes dans une commune prise de conscience des souffrances et des injustices qui défigurent le monde afin qu'ils puissent agir pour plus de fraternité. Les membres de la Fédération de l'Entraide Protestante se fondent sur les promesses de vie et de paix du Dieu d'amour et s'engagent, aux côtés de beaucoup d'autres, à en manifester les signes. Ils veulent affirmer la force libératrice de la Parole de Dieu, proclamer l'espérance, et œuvrer pour un partage équitable.



Yoga, une histoire-monde

Pour évoquer l'enthousiasme qu'il suscite aujourd'hui, on parle de « boom », de « phénomène », de « déferlante ». Deux millions et demi d'individus pratiquent le yoga en France. Trois cents millions dans le monde. Je fais partie de cette masse en constante expansion. Je suis journaliste et je fais du yoga depuis dix ans. Je l'enseigne depuis deux. À Paris, en Inde ou en Californie, je peux pratiquer un yoga qui me sera toujours familier, mélange de philosophie indienne, de postures parfois spectaculaires et de promesses de sérénité et de vie meilleure inspirées des techniques de développement personnel. Cet assemblage standard est présenté partout comme le yoga traditionnel, comme la survivance

à lire

d'un art et d'une sagesse millénaires. Pourtant, le yoga que nous pratiquons aujourd'hui est un yoga moderne, vieux d'une centaine d'années à peine, pensé pour répondre aux besoins de l'Occident et y être exporté. Par qui ? Par des gourous indiens qui y ont vu un moyen de revaloriser un savoir et une pratique qui périssaient dans leur propre pays mais pouvaient être revêtus des atours de l'authenticité.

Opérations séduction à Hollywood, fascination pour les muscles et la pop culture, batailles théoriques autour du LSD, du nationalisme indien et de la relation à Dieu, guerriers en lutte contre l'oppression coloniale britannique, développement de franchises mondialisées et stars du showbiz converties en hommes-sandwiches, c'est cette histoire fascinante et méconnue de la conquête du monde par le yoga que j'ai voulu raconter ici. ■

Marie Kock,
Yoga : une histoire-monde,
La Découverte.

à lire

Christianisme et paganisme du IV^e au VIII^e siècle

L'histoire des premiers siècles du christianisme est souvent associée aux images de martyrs mis à mort pour leur foi, mais la lecture de l'ouvrage de Ramsay MacMullen nous fait aussi découvrir un récit plus riche et plus nuancé du christianisme naissant.

L'auteur, spécialiste de renommée mondiale de la fin de l'Empire romain, nous fait



découvrir un christianisme qui s'implante au sein d'un Empire imprégné par le paganisme et qui entretient des relations complexes avec cette diversité de croyances. L'ouvrage paru chez Farel, *Histoire des chrétiens*, sera une bonne introduction résumant de manière abordable et didactique l'histoire tumultueuse de la chrétienté. ■

Ramsay MacMullen,
Christianisme et paganisme du IV^e au VIII^e siècle,
Éditions Tempus, 1996.

Expo



Océan, une plongée insolite

Occupant près de 71 % de notre planète, les océans sont pourtant encore très largement méconnus du grand public et une infime partie a été explorée par l'Homme.

Accessible dès 5 ans, l'exposition dévoile un monde de créatures étonnantes et toute la biodiversité des fonds marins. Une magnifique mise en avant de notre connaissance des océans alors que 20 % des espèces marines découvertes dans le monde ces dix dernières années l'ont été grâce aux campagnes du Muséum d'Histoire naturelle. ■

Océan, une plongée insolite
du 3 avril 2019 au 5 janvier 2020.

Infos pratiques :
Grande Galerie de l'Évolution
Muséum national d'Histoire naturelle
36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire
75005 Paris



Portrait

Danielle Le Pen,

l'entraide dans les gènes

À 81 ans, l'ancienne présidente de l'Entraide de Toulouse a passé sa vie au chevet des autres.

Aujourd'hui retraitée des activités diaconales, Danielle « Dani » Le Pen a toujours la joie de vivre et un enthousiasme fort. Sa voix avec l'accent du Sud illuminerait même un ciel des plus maussade. « *Cela n'est pas parce qu'on est âgé qu'on perd son dynamisme* », dit-elle, malgré les aléas de santé.

L'Entraide Protestante de Toulouse est intimement liée au cours de sa vie. Née en Tunisie d'une longue lignée de protestants réformés – « *de huguenots, c'est même encore plus fort !* », souligne-t-elle – Danielle Le Pen s'est investie dans l'association et auprès des plus démunis dès l'âge de 25 ans.

« *Au départ, des cours du soir étaient donnés par des étudiants dans les bidonvilles de Toulouse, des sorties étaient organisées... Moi je travaillais à l'université en tant qu'ingénieure de recherche en chimie ; je me suis occupée d'étudiants en lien avec les assistantes sociales du Crous.* »

Ensuite, l'Entraide s'est développée, des hébergements d'urgence ont été créés, d'abord pendant l'hiver puis toute l'année.

Au fil du temps, la désormais octogénaire s'est toujours impliquée dans le quotidien de l'association, en étant membre du conseil d'administration, vice-présidente, et enfin présidente.

Un engagement naturel

Forte de ses convictions, elle a mené ce travail « qui lui a plu », explique celle qui, comme d'autres, balaie les questionnements sur son engagement et s'investit naturellement. « *Pour moi, faire ça, c'était évident, c'est dans le sang, dans les gènes, ça ne se commande pas.* » Avec ses deux fils et ses cinq petits-enfants, Danielle Le Pen dit avoir aussi naturellement transmis ses valeurs protestantes. « *J'ai été élevée comme ça et cela me va très bien. Ces valeurs correspondent à ma personnalité.* »

Comme elle est très discrète, on n'en saura pas plus sur ce qui a fait ce qu'elle est aujourd'hui, sur tous

les projets qu'elle a menés ou les combats auxquels elle a fait face.

Seul subsiste le regard de l'ancienne présidente qui a passé le relais il n'y a que quelques mois : « *Aujourd'hui, l'entraide est devenue plus compliquée. Il y a davantage de gens dans la précarité et on rencontre des personnes avec des problèmes psychologiques qui n'existaient pas avant... Auparavant, on accueillait des femmes divorcées : maintenant, il y a beaucoup de très jeunes femmes avec des enfants qui s'adressent à nous.* »

Aujourd'hui, auprès de son mari, Danielle Le Pen dit « *s'occuper d'elle, par obligation* », après s'être occupée des autres toute sa vie. ■

Fabienne Delaunoy,
journaliste